NOUVEL HAY MAGAZINE
SANS FRONTIÈRES

OTC

ARMENIE
Une mère de soldat mort emprisonnée
Nor Haratch – 23 mai 2023
Le 20 mai, Gayane Hakobian, la mère du soldat mort Jora Martirossian, a été emprisonnée à Erevan pour « tentative d'enlèvement » du fils du Premier ministre, sur la base du témoignage de ce dernier. Hakobian rejette les accusations portées contre elle. À cet égard, depuis plusieurs jours, des manifestations ont lieu avec la participation des parents des soldats morts.
Levon Ter-Petrossian : « L'insolence du gouvernement n'a ni mesure ni limite. L'emprisonnement d'une mère qui a perdu son fils est une honte »
Le premier président de l'Arménie, Levon Ter-Petrossian, a écrit à ce sujet :
« Situation inquiétante, l'emprisonnement d'une mère qui a perdu son fils sur le champ de bataille est une plus grande honte que même l'acte répugnant du tristement célèbre président de l'Assemblée nationale qui a craché au visage d'un citoyen dans le centre d'Erevan en plein jour. Ces deux cas montrent que l'insolence du gouvernement n'a pas de limites.
Alors que l'apaisement de la tension politique interne en Arménie devait avant tout être la responsabilité et la préoccupation des autorités, mais, comme nous le constatons, ce sont elles qui attisent encore plus cette tension avec leurs actions effrontées et irréfléchies. Si cela continue, un avenir beaucoup plus triste, sinon explosif, attend notre pays. Tout en enregistrant cela, en même temps, je considère qu'il est nécessaire de mentionner que les manifestations de comportement indécent envers les membres de la famille des représentants du gouvernement sont également inacceptables. »
Notons que le Saint-Siège d'Etchmiadzine a également réagi à ce sujet, en publiant un communiqué où il condamne fermement l'emprisonnement de Gayane Hakobian et demande sa libération immédiate.

L'Arménie menace de quitter l'OTSC

https://meta-defense.fr/2023/05/23/larmenie-menace-de-quitter-lorganisation-du-traite-de-securite-collective-dirigee-par-moscou/
23 mai 2023

S'exprimant en amont d'une rencontre prévue avec son homologue d'Azerbaïdjan Ilham Aliyev qui doit se tenir à Moscou ce jeudi, le premier ministre arménien, Nikol Pashinyan, vient de lâcher une bombe diplomatique dans le prè carré du Kremlin, l'Organisation du Traité de Sécurité Collective. Créée en 2002 pour rassembler certaines ex-républiques soviétiques autour de la Russie en matière de politique étrangère dans le cadre de la CEI, l'OTSC repose sur un traité de défense intégrant notamment une défense anti-aérienne étendue, un état-major unifié, ainsi que des forces d'intervention rapides supposées intervenir en soutien d'un de ses membres si celui-ci venait à être attaqué.

L'OTSC regroupe aujourd'hui autour de la Russie, la Bielorussie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan et l'Arménie, alors que l'Azerbaïdjan, la Georgie, la Moldavie et l'Ukraine appartiennent à un une organisation que l'on peut qualifier d'antagoniste désignée GUAM, qui ne comprend cependant pas de volet militaire. Lors de l'offensive azéri contre le haut-karabakh sous contrôle Arménien, Moscou a refusé d'intervenir aux cotés d'Erevan, précisant que les territoires contestés n'étaient pas arméniens à proprement parlés. Il fallut qu'un hélicoptère de combat russe soit abattu par un missile azéri pour que Moscou hausse le ton et mette un terme à ce conflit.

Bien évidemment, le manque de soutien de Moscou fut très mal accueilli par la population arménienne tout comme par sa classe politique, d'autant que la Russie a poursuivi depuis une posture se voulant neutre entre les deux belligérants, alors que les tensions demeurent très élevées le long de la ligne de contact. Paradoxalement, alors qu'Erevan est lié militairement à Moscou par une alliance, ce sont les Etats-Unis et les Européens qui sont, ces derniers mois, le plus intervenus aux cotés de l'Arménie pour dissuader Baku, comme son allié turc, de pousser leur avantage militaire dans le haut-Karabakh et au delà.

C'est précisément ce point qui est mis en avant par le 1er ministre lors d'une conférence tenue hier. « Nous avons commencé à discuter des questions de sécurité avec nos partenaires occidentaux parce que nous voyons que le système de sécurité de la région ne fonctionne pas » a t'il précisé, et d'ajouter « Je n'exclus pas que l'Arménie prenne la décision de se retirer de l'OTSC ». Bien évidemment, l'objectif de ces déclarations est avant tout de faire peser une forte pression sur Moscou afin de durcir son soutien à Erevan face à Bakou, sachant qu'une défection de l'OTSC aujourd'hui constituerait un sévère camouflet

international pour le Kremlin, alors que d'autres pays du Caucase, notamment le Kazakhstan, semblent eux aussi prêts à franchir le pas, pour cette fois se rapprocher de Pékin.
Pour autant, la porte est désormais ouverte, notamment auprès des occidentaux, pour une éventuelle rupture de ban de la part de l'Arménie, pouvant potentiellement mener à l'étiolement de l'OTSC et donc à un affaiblissement sensible de la Russie sur la scène internationale, et notamment sans son environnement proche. D'une certaine manière, par cette déclaration, Nikol Pashinyan entend mettre son allégeance aux enchères, dans le but de sécuriser son pays face à un adversaire 4 fois plus peuplé et 3,5 fois plus riche. Si la méthode manque probablement d'élégance, elle a le mérite d'être claire, et conditionnée par un impératif sécuritaire incontournable.

Négociations territoriales
Nor Haratch – 23 mai 2023
Lors de la conférence de presse tenue le 22 mai, le Premier ministre Pachinian a une fois de plus réaffirmé que l'Arménie était prête à reconnaître les 86 600 km² de l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan, qui comprend également l'Artsakh, mais la question des droits et de la sécurité des Arméniens d'Artsakh devrait être discutée dans le cadre du dialogue Bakou-Stepanakert.
Se référant à la position du gouvernement actuel, le Premier ministre a déclaré que peu importe ce qu'il dit (le gouvernement actuel), tous les gouvernements d'Arménie ont reconnu l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan.
« L'Arménie est prête à reconnaître les 86 600 km² de l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan. Et selon notre perception, l'Azerbaïdjan est prêt à reconnaître les 29 800 km² de l'intégrité territoriale de la République d'Arménie », a-t-il dit.
À la question de savoir si l'intégrité des terres inclut les enclaves, le Premier ministre a répondu par l'affirmative. Dans les 29 800 km² sont également incluses les enclaves, et Artzvachen y est également inclus. Là il s'agit d'une position politique, mais la partie juridique de la question doit encore être examinée », a conclu le Premier ministre.
Concernant la question de la démarcation, Pachinian a déclaré :
« Je pense que la carte de 1975 peut et doit servir de base aux travaux futurs de démarcation, car c'est cela qu'implique l'accord conclu à Prague le 6 octobre 2022 concernant la démarcation sur la base de la déclaration d'Almaty », a-t-il conclu.
Les 29 800 km² n'incluent pas Tigranachen et les sept villages de Tavoush

Lors de la même conférence de presse, Pachinian a également annoncé que l'intégrité territoriale de 29 800 kilomètres carrés de l'Arménie n'inclut pas Tigranachen dans la région d'Ararat et les sept villages de Tavoush.
L'assemblée nationale d'Artsakh a vivement réagi immédiatement après la conférence de presse de Pachinian et ses déclarations, l'Assemblée nationale d'Artsakh a vivement réagi.
Dans une déclaration publiée elle note : « Toute déclaration de Nikol Pachinian qui ignore la souveraineté de la République d'Artsakh, le droit à l'autodétermination de notre peuple, et tout document rédigé sur cette base sont inacceptables et sans valeur pour nous. »

ARTSAKH

L'Artsakh condamne Nikol Pachinian
Armenews 23 mai 2023
Les dirigeants du Haut-Karabakh ont fermement condamné lundi soir le Premier ministre arménien Nikol Pashinian pour avoir confirmé son intention de reconnaître le territoire peuplé d'Arméniens comme faisant partie de l'Azerbaïdjan.
« La déclaration faite aujourd'hui par le premier ministre arménien Nikol Pashinian, dans laquelle il a réaffirmé sa volonté d'incorporer l'Artsakh à l'Azerbaïdjan, a suscité une grande indignation et une grande colère dans la République d'Artsakh », peut-on lire dans une déclaration approuvée à l'unanimité par le parlement du Karabakh lors d'une session d'urgence.
"Pour nous, toute déclaration de Nikol Pashinian ignorant la souveraineté de la République d'Artsakh, le droit à l'autodétermination de notre peuple et le fait de sa réalisation, ainsi que tout document basé sur cette déclaration, sont inacceptables et nuls et non avenus.
La déclaration précise que les projets de M. Pashinian vont à l'encontre de la constitution arménienne et d'autres actes juridiques, ainsi que d'un référendum organisé en 1991 au Karabakh.
S'exprimant lors d'une conférence de presse à Erevan plus tôt dans la journée, M. Pashinian a réaffirmé que son gouvernement était prêt à reconnaître « l'intégrité territoriale de 86 600 kilomètres carrés de l'Azerbaïdjan » par le biais d'un traité de paix bilatéral. « Ces 86 600 kilomètres carrés incluent le Haut-Karabakh », a-t-il précisé.
Le premier ministre arménien a de nouveau appelé à des discussions directes

entre Bakou et Stepanakert sur « les droits et la sécurité des Arméniens du Haut-Karabakh ».
"De quels droits, de quelle sécurité et de quel dialogue pouvons-nous parler alors que l'Azerbaïdjan maintient illégalement l'Artsakh sous un blocus total depuis 162 jours ? a rétorqué Artur Tovmasian, le président du parlement du Karabakh.
Ashot Danielian, un autre législateur allié à Arayik Harutiunian, le président du Karabakh, a qualifié Pashinian de « capitulateur ».
Les dirigeants du Karabakh ont critiqué Pashinian à plusieurs reprises depuis qu'il a cessé d'invoquer le droit des Arméniens du Karabakh à l'autodétermination il y a un an. Les principales factions politiques de la région ont déclaré en avril que ses opinions actuelles sur le conflit arméno-azerbaïdjanais étaient « conformes à la position officielle de Bakou ».

Déclaration de l'Assemblée nationale de la République d'Artsakh
Armenews 23 mai 2023
La déclaration faite par le premier ministre arménien Nikol Pachinyan où il réaffirme sa position selon laquelle l'Artsakh doit intégrer l'Azerbaïdjan, a provoqué un sentiment d'indignation et de colère en République d'Artsakh. Ainsi, par cet engagement, Nikol Pachinyan contrevient aux dispositions de la Déclaration d'indépendance et de la Constitution de la République d'Arménie relatives à l'Artsakh, en particulier à la disposition fondamentale de la décision du Parlement arménien en date du 8 juillet 1992 affirmant que « tout document national ou international où la République du Haut-Karabagh serait mentionnée comme partie de l'Azerbaïdjan serait inacceptable pour la République d'Arménie ».
Nous réaffirmons que le statut de l'Artsakh a été défini par le référendum en date du 10 décembre 1991, et aucune autorité n'est droit à invalider cette décision.
Toutes déclarations de Nikol Pachinyan ignorant la souveraineté de la République d'Artsakh, le droit de notre peuple à l'autodétermination, sa mise en œuvre et tous documents formulés sur cette base sont inadmissibles pour nous et n'ont aucune valeur. L'Artsakh ne renoncera pas à son combat.
Profondément préoccupée par les menaces existantes, l'Assemblée nationale de la République d'Artsakh appelle les Arméniens du monde entier à ne pas pas permettre aux autorités actuelles de la République d'Arménie de prendre des actions funestes visant à céder à l'Azerbaïdjan les territoires souverains de la République d'Artsakh et de la République d'Arménie – comme enclaves, ce qui conduirait fatalement à la perte de l'Etat arménien.

Nous nous adressons parallèlement aux anciens et actuels présidents des Républiques d'Arménie et d'Artsakh en leur demandant de condamner les déclarations faites par Nikol Pachinyan le 22 mai 2023. Leur silence vaudra à nos yeux consentement aux propos du premier ministre de la République d'Arménie.

Marche à Kornidzor
Nor Haratch – 21 mai 2023
Le 20 mai, à Kornidzor, a eu lieu un rassemblement de masse de plusieurs milliers de personnes initié par l'ONG « Mouvement volontaire », auquel ont participé des citoyens d'Erevan et de différentes régions d'Arménie, ainsi que des personnalités politiques et publiques.
Le rassemblement a commencé par la bénédiction du clergé de l'Église apostolique arménienne et la prière du Seigneur.
Le commandant du régiment Sisakan Achot Minassian (« Achot Yergat »), Gor Sarkisssian, le chef de la jeunesse de la FRA Dachnaktsoutiun, Avetik Chalabian, membre du conseil du mouvement « Unification », Armen Roustamian, le représentant politique de la FRA Dachnaktsoutiun, Hrand Margarian, le président du « Mouvement des Volontaires », ont prononcé des discours prônant qu'ils n'accepteront jamais aucune décision et aucun document incluant l'Artsakh dans l'entité de l'Azerbaïdjan, au contraire, ils continueront la lutte pour sa libération.
Simultanément, une marche et un rassemblement ont eu lieu en Artsakh en soutien au rassemblement de Kornidzor. Les habitants de l'Artsakh ont marché du Panthéon militaire de Stepanakert à la section Zarin Bagh, la route reliant l'Artsakh à la Mère Arménie.
Un grand nombre de jeunes ont participé au rassemblement.
"Nous, les participants au rassemblement de soutien à l'Artsakh et aux Arméniens d'Artsakh, déclarons que :
– Le monde arménien a suffisamment de potentiel pour surmonter les défis actuels et est en mesure de mettre fin à cette situation.
– L'esprit de la résistance arménienne est incassable, l'Azerbaïdjan paiera un lourd tribut pour sa provocation et ses actions agressives.
– Toute action contre la réalisation du droit de l'Artsakh à la liberté et à l'autodétermination se heurtera à une opposition, quelle qu'elle soit.
– L'élaboration et la mise en œuvre d'un plan stratégique visant à assurer la souveraineté de l'Artsakh et la sécurité des Arméniens de l'Artsakh est du devoir des autorités de l'Arménie et de l'Artsakh.
– Toute action de tout gouvernement en Arménie, qui remet en question les

résultats des référendums organisés en Artsakh, la Constitution de la République d'Arménie et la Déclaration d'indépendance, qui en fait partie intégrante, est nulle et non avenue par définition.
– Nous empêcherons l'adoption d'un accord menant à des capitulations et obligeant des concessions vitales sous le nom soi-disant de la paix, nous ne tolérerons aucun accord sans la participation directe du peuple.
– Il ne peut y avoir de paix réelle et garantie que si elle est fondée sur la justice et la vérité. Il ne peut y avoir de paix tant que Hadrout et Chouchi sont occupés, tant que l'Artsakh est encerclé, le droit des Arméniens d'Artsakh à vivre librement est menacé.
– Notre lutte est continue, s'il le faut, nous sommes prêts à nous unir comme un seul homme et à défendre notre patrie. Dans la situation actuelle, il n'y a pas d'alternative à la résolution des problèmes urgents de défense et de sécurité.
– En tant qu'Arméniens dignes et patriotes, nous sommes déterminés et garderons l'Artsakh. Nous sommes tous Artsakhiotes et avons la volonté de libérer l'Artsakh du blocus, de restaurer l'intégrité territoriale de l'Artsakh.
L'Artsakh est et restera arménien.
Vive l'Artsakh, vive l'Arménie, vive le peuple arménien."

Pachinian suggère à l'Église de créer son propre parti politique. Etchmiadzine réagit
Nor Haratch – 21 mai 2023
Le Premier ministre Pachinian a déclaré lors d'une rencontre avec des écoliers le 19 mai : « Si l'Église veut développer une activité politique, l'Arménie est un pays démocratique, Elle peut également développer une activité politique. Rien ne l'empêche de créer un parti et mène ses activités politiques dans le cadre de ce parti, ce qui sera plus honnête, et Elle sera au même niveau devant les électeurs et avec les autres concurrents politiques. »
Répondant à cette déclaration du Premier ministre, Mgr Archak Khatchatrian, secrétaire du Saint-Siège, a déclaré au journal « Azatutyun » :
« Si certaines personnes veulent étudier l'ecclésiologie, elles peuvent essayer d'être admises au Séminaire théologique, si elles arrivent à dépasser le seuil éducatif fixé pour l'admission, à présenter des arguments convaincants quant à leur bonne santé. »

TURQUIE

Haine anti arménienne

Nor Haratch – 23 mai 2023
Dans la mosquée Cebeci de Sultangazi, à Istanbul, lors de la prière du vendredi, l'imam Murat Gündoğdu a appelé les croyants à s'armer le jour des élections présidentielles, utilisant en même temps l'expression « résidu arménien de fausse couche ».
D'après des images enregistrées par un smartphone, il ressort que l'imam en question faisant allusion à un hypothétique soulèvement des forces d'opposition au pouvoir actuel après le 2nd tour de l'élection présidentielle, il dit à ses ouailles : « Frères, préparez vos armes. Gardez vos armes prêtes le 28 mai ; mes deux armes sont chargées à bloc. (Puis, s'adressant au camp adverse) Celui qui ose, et bien qu'il descende dans la rue, et il verra. Qu'est-ce que ce pays a souffert pendant 80 ans entre vos mains, entre les mains de résidus arméniens de fausse couche… Nous avons eu tant de martyrs ! »
Dans une autre vidéo, on voit une bousculade dans la mosquée à la suite de la réaction négative d'un des croyants à l'appel de l'imam à préparer les armes.
Gündoğdu est un fervent défenseur du pouvoir en place et de la politique du gouvernement, et les croyants s'en plaignent souvent.
La Direction des affaires religieuses de la Turquie a annoncé qu'elle enquêtait sur l'appel de l'imam à préparer les armes. Et aucun commentaire officiel n'a été fait pour le moment concernant le discours de haine exprimé.

Un nouveau livre sur le dialecte de Hamchen publié en Turquie
Nor Haratch – 20 mai 2023
La maison d'édition arménienne « Aras » à Istanbul a publié le livre « Hamchentsnak-Arménien de Hamchen » de Mahir Özkan.
Selon Akunq.net, cette monographie consacrée à l'étude de la grammaire du dialecte de Hamchen de la langue arménienne vise à prouver scientifiquement le fait que l'arménien de Hamchen est l'un des dialectes de la langue arménienne. L'auteur a clarifié cette question en détail, le comparant avec l'arménien occidental.
Le livre veut mettre fin aux affirmations répandues à la suite de la politique d'assimilation de la Turquie, selon lesquelles l'arménien de Hamchen n'a rien à voir avec la langue arménienne.
Dans le volume, l'auteur présente la grammaire et le vocabulaire de l'arménien de Hamchen et de nos jours les difficultés rencontrées pour préserver ce dialecte. Avec cette monographie, Mahir Özkan souhaite non seulement faire la lumière sur l'étude de ce dialecte, mais aussi contribuer à sa préservation.

Cette étude n'est pas le premier livre de l'auteur. Özkan a publié « Les histoires de Hamchen », « Émigration dans un monde qui change », « Le comportement de l'électeur du sud-est » et d'autres ouvrages. Il a également traduit et publié « Le Petit Prince » d'Antoine de Saint-Exupéry dans le dialecte de Hamchen de la langue arménienne.

La Turquie plus que jamais divisée et l'incroyable résilience du néo-sultan-président Erdogan
Le Dialogue – 22 mai 2023
Tigrane Yégavian, professeur de relations internationales à l'université Schiller, est membre du comité de rédaction de la revue de géopolitique Conflits et chercheur au Centre français de recherche sur le renseignement. Nous l'avons rencontré juste après le premier tour des élections présidentielle et législatives afin de faire un point de la situation et de recueillir de ce grand spécialiste du monde turc et du Moyen-Orient, le scénario le plus probable pour le second tour de l'élection présidentielle qui semble déjà augurer de la victoire certes relative mais quasi certaine d'un néo-Sultan Erdogan qui n'a pas déclaré pour rien qu'il « respecterai les résultats quels qu'ils soient »…

D'après vous, qui êtes un fin connaisseur du Moyen-Orient, du Caucase et de la Turquie, M. R. Taiyyp Erdogan pourra-t-il remporter l'élection présidentielle lors du second tour du 28 mai 2023 ?
Erdogan peut très bien gagner le second tour de ces élections car, contrairement à son rival Kemal Kiliçdaroğlu il n'a pas épuisé son réservoir de voix. Il peut compter sur un transfert de voix du candidat ultra nationaliste d'origine azérie Sinan Ogan qui a recueilli 5% (2,8 millions de voix) et celui de la puissante diaspora turque d'Europe occidentale qui lui est majoritairement acquise. N'oubliez pas que sur les 64 millions de citoyens turcs inscrits sur les listes électorales, 3,4 millions votent à l'étranger… Parmi eux, 1,5 million – soit près de la moitié – se trouvent en Allemagne, ce qui place celle-ci loin devant la France (397 000 électeurs), les Pays-Bas (287 000), la Belgique (153 000), les Etats-Unis (134 000) et le Royaume-Uni (127 000). Lors de la précédente élection présidentielle, en juin 2018, R. T. Erdogan avait été réélu dès le premier tour avec 52,6 % des voix. Parmi les Turcs votant à l'étranger, il avait obtenu 59,4 % des voix. En Allemagne, il avait fait encore mieux, avec 64,9 % des suffrages exprimés.